

La fondation de DIAL

Le texte qui suit est extrait, avec quelques précisions supplémentaires, d'un récit à paraître prochainement chez KARTHALA (le titre n'est pas encore arrêté) qui retrace mon itinéraire professionnel depuis 1960, année de mon entrée à l'ORSTOM, jusqu'au début des années 2000. J'étais alors, c'était en 1988, Directeur des Relations Extérieures à l'IIAP (Institut International d'Administration Publique) depuis près de cinq ans et j'envisageais d'aborder une nouvelle étape de cet itinéraire professionnel.

* *
*

J'entrepris alors de donner corps aux objectifs que je m'étais fixés dès mon entrée à l'ORSTOM et que j'avais défendus auprès de la Caisse Centrale de Coopération Economique (la future AFD), à savoir constituer en France un lieu de rassemblement de macro-économistes spécialistes des politiques de développement. Dès le début de l'année 1988 je préparais ce projet DIAL¹.

Il me faut donner quelques détails sur ce projet qui me tint à cœur tout autant que le Groupe AMIRA, dont la préparation me mobilisa tout au long de l'année 1988, qui devait dès le début de 1989 être ma nouvelle affectation après réintégration de l'ORSTOM et... qui, lancé sans moi, a aujourd'hui 20 ans et a su s'imposer.

Je parlais du constat suivant : la France malgré son expérience, ses atouts, son poids en matière d'Aide Publique au Développement restait totalement tributaire des analyses, méthodes et préconisations du FMI et de la Banque mondiale concernant les politiques économiques dans les Pays en Développement. Ces institutions de Bretton Woods avaient imposé à ces pays au début des années 80 ces fameux Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) censés réduire leur dette publique et remettre en équilibre leurs finances publiques et leur balance commerciale. Si on ne pouvait nier la pertinence de leurs objectifs, les PAS étaient brutaux, draconiens, uniformes, ils imposaient aux populations des sacrifices énormes et, axés sur le court terme, ne s'intéressaient guère au développement à long terme. De surcroît, je l'ai déjà noté, les analyses et modèles censés justifier ces PAS reposaient sur des informations statistiques pauvres, souvent anciennes, mal adaptées aux réalités diverses des pays, que le FMI corrigeait, manipulait, standardisait selon des méthodes connues de lui seul (et de la Banque mondiale). Il s'avéra enfin que ces Programmes, si douloureux fussent-ils, ne parvenaient pas souvent à atteindre leurs objectifs et devaient s'enchaîner les uns aux autres.

¹ Sigle de *Développement des Investigations A Long Terme* puis de *Développement et Insertion Internationale, puis de Développement, Institutions et Mondialisation*.

J'étais absolument convaincu que les spécialistes français, macro-économistes, comptables nationaux, statisticiens, fort d'une longue pratique de terrain et de coopération et pouvant s'appuyer sur les connaissances accumulées depuis plusieurs décennies par les chercheurs en sciences sociales de l'ORSTOM, pouvaient, devaient contribuer à corriger ces PAS de leurs plus flagrants défauts.

Malheureusement ces spécialistes français étaient dispersés dans diverses institutions – INSEE, Direction de la Prévision, ministère de la Coopération, assistance technique, ORSTOM, universités – et il n'y avait aucun lieu, aucun programme de recherche et d'études susceptibles de rassembler leurs compétences pour se faire entendre des institutions de Bretton Woods, mobiliser les chercheurs en sciences humaines et associer les économistes et statisticiens des pays concernés que le Communauté Européenne et la France avaient formés depuis les années 60. L'ORSTOM disposait d'une quarantaine d'économistes mais les quelques macro-économistes recrutés depuis peu, à la suite de la réforme de 1983, n'étaient pas toujours utilisés au mieux de leur compétence, comme moi-même en avait fait l'expérience depuis mon recrutement.

Je voulais donc renouveler, avec les adaptations nécessaires, l'expérience qui avait si bien réussi avec le Groupe AMIRA. Je plaidai donc auprès des responsables des diverses institutions concernées pour rassembler en un même lieu, dans un même laboratoire, une équipe d'économistes – statisticiens de l'ORSTOM renforcée par des spécialistes de l'INSEE et de l'assistance technique.

Ma plaidoirie fut entendue, à l'ORSTOM comme à l'INSEE et au ministère de la Coopération. Et je trouvais un appui décisif auprès de la Communauté Européenne soucieuse d'appuyer les spécialistes africains qu'elle avait contribué à former. Cet appui ne fut pas difficile à obtenir puisque le Directeur de l'Office Statistique de la Communauté Européenne et le Président du CESD (Centre Européen de Formation des Statisticiens des Pays en Développement) n'était autre que Yves Franchet, mon ancien collègue de l'INSEE, responsable de la Division des Programmes du Service de Coopération.

C'est ainsi que je pus élaborer le projet du Groupement DIAL, ayant pour « objectif principal de mener des études et recherches relatives à la définition, au suivi et à l'évaluation des politiques économiques dans les pays en développement, ceci afin d'éclairer la réflexion des agences de coopération et des pays ACP lors de la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel ».

Je proposai de donner à ce laboratoire la forme d'un Groupement d'Intérêt Scientifique, groupement sans personnalité juridique mais reliant les institutions participantes par une convention de coopération. Les institutions disposées à signer cette convention étaient l'ORSTOM, le CESD et l'Office Statistique des Communautés Européennes. L'ORSTOM fournissait des chercheurs et un financement, le CESD un support juridique, l'Europe une subvention. L'INSEE était disposé à fournir du personnel spécialisé et le ministère de la Coopération une subvention annuelle et éventuellement des assistants techniques entre deux affectations sur le terrain. Des bureaux devaient être loués à Paris pour abriter ce Groupement dont la mise en place était prévue pour le début de l'année 1989. Il était entendu que j'en prendrai la direction.

Le montage d'un tel projet ne fut pas facile. Les administrations et les institutions françaises sont peu portées à la collaboration, les procédures sont compliquées et pesantes. Je parvins à imposer mes vues car l'objectif était clair et politiquement sensible, je connaissais bien les diverses institutions concernées et leurs

responsables, je commençais à avoir l'habitude des circuits et procédures à respecter. Et surtout mon expérience antérieure faisait autorité.

Je m'apprêtais donc à quitter l'IIAP pour réintégrer l'ORSTOM et lancer DIAL. De fait j'ai quitté l'IIAP, j'ai réintégré l'ORSTOM mais je n'ai pas lancé DIAL ! En effet après la réélection de Mitterand à la Présidence de la République, la gauche était revenue au pouvoir et Rocard avait été nommé Premier Ministre. Il ne fallut que quelques mois pour que le Président de l'ORSTOM soit *viré* et par conséquent que son Directeur Général soit écarté lui aussi. C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1988 le ministère de la Coopération qui, avec le Ministère de la Recherche, exerçait la tutelle de l'ORSTOM, me proposa de poser ma candidature au poste de Directeur Général. Ce que je fis. Ma candidature fut retenue et je fus nommé à la tête de l'ORSTOM le 14 février 1989.

La création de DIAL fut donc reportée. Mais, à la tête de l'ORSTOM j'étais en mesure de relancer le projet, ce que je fis dès que je trouvais le temps d'émerger des innombrables dossiers que je dus traiter à mon arrivée et qu'un directeur pour DIAL, ayant les qualités requises, fût identifié et rendu disponible. C'était un administrateur de l'INSEE, Jacques Loup, qui terminait une affectation de plusieurs années à la Banque mondiale. Le Directeur Général de l'INSEE accepta de le mettre à la disposition de DIAL et le Groupement fut effectivement créé, par la signature de la Convention tripartite, en Juillet 1990.

DIAL connut un remarquable développement, sa forme juridique évolua et il est devenu récemment une Unité Mixte de Recherche associant l'IRD (ex ORSTOM) et l'Université de Dauphine. A la tête de l'ORSTOM j'eus évidemment la possibilité de le renforcer, principalement en assurant un recrutement régulier de jeunes chercheurs ayant les compétences voulues.

Si je me suis étendu sur ce projet c'est qu'il me fut très cher. Il concrétisait, comme l'avait fait le Groupe AMIRA, ce que j'avais toujours eu en tête depuis mon entrée à l'ORSTOM, à savoir rendre compétent cet organisme en matière de politique de développement grâce à une approche multidisciplinaire en y associant des chercheurs et économistes des pays où l'ORSTOM travaillait.